

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 MARS 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 24/161 CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA SOCIETE ESCOTA RELATIVE AU RETABLISSEMENT DE L'AVENUE MARECHAL ALPHONSE JUIN SUR LA COMMUNE DE LA VALETTE- DU-VAR DANS LE CADRE DE LA MISE A 2 x 3 VOIES DE L'AUTOROUTE A57 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/161

BUREAU DU 18 MARS 2024

**O B J E T : CONVENTION ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA
SOCIETE ESCOTA RELATIVE AU RETABLISSEMENT
DE L'AVENUE MARECHAL ALPHONSE JUIN SUR LA
COMMUNE DE LA VALETTE-DU-VAR DANS LE CADRE
DE LA MISE A 2 x 3 VOIES DE L'AUTOROUTE A57 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5217-2,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 du 04 mai 2023 portant
délégations au Président et au Bureau,

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2018 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'A57 entre Benoit Malon et Pierre Ronde,

VU la convention entre la Métropole TPM et la société ESCOTA, ci-annexée,

CONSIDERANT que par arrêté préfectoral du 27 novembre 2018, les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'autoroute A57 ont été déclarés d'utilité publique et urgents,

CONSIDERANT que la société ESCOTA dans le cadre de la concession confiée par l'Etat, a pour mission l'exécution de ces travaux entre les échangeurs de Benoît Malon, et la bifurcation autoroutière de Pierre Ronde (entre A57 et A570),

CONSIDERANT que l'autoroute A57, à élargir, traverse ou longe des voies métropolitaines, et rend nécessaire l'exécution de travaux de rétablissement sur ces voies de communication ou sur les ouvrages franchissant cette autoroute,

CONSIDERANT que pour la réalisation du projet d'élargissement de l'autoroute A57, les deux parties conviennent des conditions et modalités de réalisation des études et des travaux sur les voies de communication ou travaux des ouvrages d'art franchissant l'autoroute A57,

CONSIDERANT que la société ESCOTA s'engage à rétablir l'Avenue Maréchal Alphonse Juin à La Valette-du-Var, s'agissant d'un rétablissement transversal situé au droit de l'échangeur de la Bigue (PK 4 + 400), le linéaire concerné est d'environ 90 mètres,

CONSIDERANT que la société ESCOTA réalisera à ses frais, le rétablissement de l'Avenue Maréchal Alphonse Juin,

CONSIDERANT qu'il convient de définir les modalités administratives, techniques et financières, ainsi que les obligations respectives des parties,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention avec la société ESCOTA relative au rétablissement de l'Avenue Maréchal Alphonse Juin sur la commune de La Valette-du-Var dans le cadre de la mise 2 x 3 voies de l'autoroute A57.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Autoroute A57

Section Benoit Malon/Pierre Ronde

Mise à 2 fois 3 voies

**Convention relative au rétablissement de la
voirie : Avenue Maréchal Alphonse Juin**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 2	VOIE RETABLIE ET DESCRIPTION DES INTERVENANTS	4
ARTICLE 3	CARACTERISTIQUES DE LA VOIE RETABLIE	5
ARTICLE 4	FINANCEMENT	5
ARTICLE 5	TERRAINS	6
ARTICLE 6	MODIFICATION DES PROJETS EN COURS DE TRAVAUX	6
ARTICLE 7	SURVEILLANCE DES TRAVAUX	6
ARTICLE 8	REMISE DE LA VOIE RETABLIE	7
8.1	REMISE TECHNIQUE	7
8.2	REMISE DES TERRAINS	7
8.3	CAS PARTICULIER	8
ARTICLE 9	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	8
ARTICLE 10	RESEAUX PUBLICS OU PRIVES SITUES DANS LA VOIE RETABLIE	8
ARTICLE 11	TRAVAUX ET AMENAGEMENTS ULTERIEURS DES VOIES FRANCHISSANT L'AUTOROUTE	8
ARTICLE 12	DUREE DE LA CONVENTION	9
ARTICLE 13	LITIGES	9
ARTICLE 14	LEGALITE	10

ANNEXES :

Annexe 1 : Vue en plan et profil en travers type des voiries rétablies, schéma de principe de la bordure T2 réhaussée.

ENTRE

La société ESCOTA, concessionnaire de l'État, Société Anonyme à conseil d'administration, au capital de 131 544 945,85 euros, immatriculée au RCS de Cannes sous le numéro unique d'identification 562 041 525, dont le siège social se situe au 432, avenue de Cannes - 06210 Mandelieu La Napoule, représentée par Monsieur Salvador NUNEZ, Directeur Opérationnel, dûment habilité aux fins des présentes, Dénommée ci-après par le terme " ESCOTA" ;

D'une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée dans le Département du Var représentée par Monsieur le Président Jean-Pierre GIRAN ; après décision n° du Bureau Métropolitain du

D'autre part,

VU

- l'arrêté préfectoral du 27/11/2018 déclarant d'utilité publique la mise à 2 fois 3 voies de l'autoroute A57 entre Benoit Malon et Pierre Ronde;
- la décision ministérielle du 28/11/2017 approuvant le dossier synoptique correspondant ;
- le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 5217-2 ;
- La loi n°2014-774 du 07 juillet 2014 visant à répartir les responsabilités et les charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement de voies,
- Le décret n°2017-299 du 8 mars 2017 venant préciser les dispositions de la loi n°2014-774 du 7 juillet 2014,
- Le code de la voirie routière,
- Le code général de la propriété des personnes publiques,
- Le Contrat de concession d'autoroute entre l'Etat et ESCOTA

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT.

PREAMBULE

L'autoroute A57 à élargir traverse ou longe des voies métropolitaines, et rend nécessaire l'exécution de travaux de rétablissement sur ces voies de communication ou sur les ouvrages franchissant l'A57.

Les deux parties conviennent, par la présente convention, des conditions et modalités de réalisation des études et des travaux sur les voies de communication ou travaux des ouvrages d'art franchissant l'autoroute A57 rendus nécessaires par la réalisation du projet d'élargissement de la section de l'autoroute

A57 susvisée, ainsi que les obligations respectives d'ESCOTA et de la Métropole pour la gestion et l'entretien ultérieur des voies rétablies.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions techniques, administratives et financières de mise à disposition de portions de voies métropolitaines et ouvrages interceptés par l'élargissement de l'Autoroute A57 en vue de la réalisation par ESCOTA des travaux de rétablissement desdites voies,
- les obligations respectives d'ESCOTA et de la Métropole pour la gestion et l'entretien ultérieur des voies rétablies dans le cadre de l'opération d'élargissement de l'autoroute A57 entre Benoit Malon et Pierre Ronde.

ARTICLE 2 VOIE RETABLIE ET DESCRIPTION DES INTERVENANTS

ESCOTA s'engage à rétablir, ce que la Métropole accepte, la voirie Avenue Maréchal Alphonse Juin et raccordements aux voies rencontrées sur la Commune de La Valette-du-Var.

ESCOTA est le Maître d'Ouvrage de l'élargissement de l'autoroute A57.

La Métropole accepte qu'ESCOTA soit chargée d'exercer les attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux de rétablissement sur les voiries métropolitaines, ou des travaux des ouvrages d'art franchissant l'autoroute A57 et ce, jusqu'à la remise définitive à la Métropole de la voie dans les conditions définies à l'article 8.

ESCOTA peut être amenée à réaliser tout travaux, dans l'emprise des voiries, n'impactant pas le tracé de ces voiries mais impliquant des modifications des caractéristiques techniques de l'assiette de celles-ci (voies de circulation supplémentaires, trottoirs, dispositifs hydrauliques, de sécurité, signalisation horizontale et verticale, éclairage, signalisation lumineuse tricolore).

Dans ce cadre, la Société ESCOTA conduira notamment les études, passera les marchés (selon ses propres règles), assurera la réception des travaux, paiera les entreprises et effectuera les opérations précisées ci-après :

- acquisitions de terrains et libération des emprises,
- démolition si nécessaire d'ouvrages existants,
- prise en charge des déplacements de réseaux,
- déviations routières provisoires ou déviations d'itinéraires (signalisation provisoire) rendues nécessaires par les travaux.

ARTICLE 3 CARACTERISTIQUES DE LA VOIE RETABLIE

La voirie « Avenue Maréchal Alphonse Juin » est interceptée par le tracé de l'Autoroute. Il s'agit d'un rétablissement transversal situé au droit de l'échangeur La Bigue (PK 4+400). Le linéaire concerné est d'environ 90 mètres.

Les éléments graphiques suivants sont présentés en annexe 1 :

- Vue en plan au 1/200
- Profil en travers type au 1/100

3.1 Profil en travers

Le profil en travers projeté est composé, d'Ouest vers l'Est, de :

- un trottoir piétons + cycles de 2.90 m,
- une BDD de 0.50 m,
- trois voies de 3.50 m chacune, dont deux dans le sens Sud-Nord,
- une BDD de 0.50 m.

3.2 Structure de chaussée

La structure de chaussée est la suivante :

- 6 cm de BB sur la surface telle que représentée sur les vues en plan,
- 9 cm de GB sur les zones neuves ou élargies,
- 10 cm de GB sur les zones neuves ou élargies.

3.3 Assainissement

En bordure Ouest (dévers unique), le projet nécessite le déplacement des grilles-avaloir ainsi que la reprise des raccordements vers le fossé existant en pied de talus. En bordure Est, le projet prévoit la reprise du fossé en pied de talus. Les eaux du giratoires sont ramenées vers le bassin.

3.4 Dispositifs de retenue

Le projet prévoit de maintenir ou rétablir les glissières métalliques en bordure Est. La glissière bois côté Ouest est à la charge de la métropole (fourniture et mise en œuvre).

3.5 Eclairage

Le projet prévoit la mise en place de mâts d'éclairage neufs simple crosse en bordure Est.

ARTICLE 4 FINANCEMENT

ESCOTA réalisera, à ses frais, le rétablissement de la voirie, objet de la présente convention.

Les obligations d'ESCOTA se limitant à la réalisation de l'ouvrage défini à l'article 3 et portant sur la voie rétablie Avenue Maréchal Alphonse Juin, il ne lui appartient pas de prendre en charge tous autres travaux et/ou améliorations.

Dans le cas où la Métropole demanderait des travaux complémentaires, supplémentaires ou des améliorations, une convention, distincte de la présente, sera préalablement et impérativement établie, notamment afin de préciser l'accord d'ESCOTA, le montant de la participation de la Métropole, et les modalités du versement à ESCOTA de cette participation.

ARTICLE 5 TERRAINS

Les terrains nécessaires à la réalisation du rétablissement défini à l'article 2 de la présente convention seront acquis par ESCOTA, au nom et pour le compte de l'Etat, ou mis à disposition par la collectivité pour le Domaine Public.

Une permission de voirie sera délivrée par la Métropole sur simple demande d'ESCOTA préalablement aux démarrages des travaux.

ARTICLE 6 MODIFICATION DES PROJETS EN COURS DE TRAVAUX

La Métropole sera tenue informée des modifications qui pourront intervenir au cours des travaux ; au cas où celles-ci entraîneraient un réaménagement profond du projet, son accord sera sollicité et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 7 SURVEILLANCE DES TRAVAUX

ESCOTA est le Maître d'Ouvrage pour l'ensemble des travaux qui seront exécutés.

La collectivité gestionnaire de la voirie pourra de sa propre initiative visiter les chantiers sous réserve toutefois de prévenir 24 h à l'avance ESCOTA à l'adresse ci-après : ESCOTA – Direction d'Opérations d'A57 – 10 impasse des Roitelets – 83390 CUERS (04 94 99 77 51 ou 58) afin que cette (ces) visite(s) puisse(nt) être organisée(s) dans le respect des conditions de sécurité et des règles régissant notamment l'accès sur le chantier, en application du Code du Travail.

Dans la mesure du possible, la circulation sur la voie sera maintenue durant les travaux et l'accès aux propriétés sera préservé. Dans le cas où la voie devrait être interrompue ou perturbée, ESCOTA soumettra à la Métropole soit un plan d'exploitation sous chantier, soit un itinéraire de déviation et la période des travaux.

Si la réalisation des travaux nécessite de modifier ou interrompre la circulation (limitations de vitesse, basculements de circulation, circulations alternées...), ESCOTA, via les entreprises titulaires des marchés de travaux, demandera un arrêté temporaire de police de circulation préalable à la mise en place d'une signalisation spécifique.

En vue de la réalisation de ces travaux, la Métropole s'engage à faire son possible pour faciliter la réponse par la ville de la Valette-du-Var à la demande d'arrêté de l'entreprise de travaux mandatée par ESCOTA, tant du point de vue administratif que du point de vue technique, dans un délai de 15 jours.

La Métropole identifiera un interlocuteur privilégié pour cette opération qui pourra être contacté autant que besoin pour faire le lien avec la ville de la Valette-du-Var et qui sera compétent tant du point de vue administratif que du point de vue technique.

ARTICLE 8 REMISE DE LA VOIE RETABLIE

8.1 Remise technique

A la fin des travaux de rétablissement des voiries, ou à l'achèvement d'une partie de ces travaux, les diverses sections de voies rétablies ou construites seront, à la demande de la partie la plus diligente, remises gratuitement à la Métropole, suivant la procédure ci-après :

- visite technique de l'ouvrage devant être mis en service, par les représentants de la Métropole et d'ESCOTA, faisant l'objet d'un procès-verbal de réception qui pourra être assorti de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires,
- mise en circulation de la ou des voie(s) précédé de la prise d'un arrêté par l'autorité détentrice des pouvoirs de police de circulation signé par le Maire de la commune concernée ou son représentant qui formalise officiellement l'ouverture à la circulation publique des portions de voies ou liaisons nouvelles rétablies. Si l'arrêté de mise en circulation précité n'est pas publié dans un délai de 8 jours à compter de l'achèvement des travaux, ESCOTA notifiera à la Métropole, sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception, la date précise retenue à partir de laquelle la mise en circulation de la voie est possible.

Il est expressément convenu entre les parties que la date de mise en service de la voie ou liaison rétablie telle que mentionnée dans l'arrêté municipal précité ou, à défaut, dans la notification d'ESCOTA, entraîne le transfert à la Métropole de la garde de l'ouvrage rétabli et des risques et responsabilités qui y sont liées et ainsi l'obligation de gestion et d'entretien de la voie ou liaison et plus généralement des parties de l'ouvrage rétabli qui lui revient.

Ainsi et même si aucun PV de réception définitif n'a été signé, la responsabilité de la Métropole sera engagée vis-à-vis des tiers à compter de cette date.

La remise définitive à la Métropole de l'ouvrage rétablie définie à l'article 2 de la présente convention à l'occasion de la réalisation de l'élargissement d'A57 entre Benoît Malon et Pierre Ronde fera l'objet d'un procès-verbal de remise ou d'un additif au premier procès-verbal, établi après constatation de la réalisation des travaux de parachèvement et levée des réserves.

Cette visite de remise devra intervenir dans un délai maximum de 6 mois après la date de mise en circulation.

Pour la voie rétablie, sont considérés comme faisant partie de la voie et à ce titre remis à la Métropole qui en assurera la responsabilité et l'entretien à compter de la date de mise en circulation telle que définie aux alinéas précédents, les éventuels ouvrages d'art, ouvrages hydrauliques, réseaux, équipements et autres aménagements accessoires qui y sont intégrés.

8.2 Remise des terrains

Conformément à la Directive du 13 avril 1976 relative à la domanialité des terrains acquis dans le cadre de la construction des autoroutes, les terrains d'assiette de voies rétablies seront affectés à la Métropole lors de l'établissement du dossier de délimitation du domaine public autoroutier concédé (DPAC) et de délimitation des nouvelles emprises métropolitaines. Le transfert gratuit sera ensuite opéré par le service des Domaines au profit de la Métropole.

A cette occasion, ESCOTA remettra à la Métropole les plans parcellaires faisant apparaître de manière précise les limites du domaine public transféré.

8.3 Cas particulier

En cas de mitoyenneté entre la voie rétablie et l'Autoroute, la responsabilité de la voirie et l'entretien de celle-ci par la Métropole s'étendra jusqu'à la clôture protégeant l'autoroute, clôture non comprise ; ceci jusqu'à la remise définitive qui précisera le droit de chacun.

ARTICLE 9 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la remise (définie à l'article 8), ESCOTA prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés en vertu de l'article 3 et de l'annexe 1. Cependant, si la remise est postérieure à la mise en circulation des voies, ce délai sera réduit d'une durée égale à celle qui s'est écoulée depuis l'ouverture au public.

Ces désordres feront l'objet de la part de la Métropole soit de réserves mentionnées au procès-verbal de remise, soit pendant la durée du délai de garantie, de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la remise.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage de ces voies.

ARTICLE 10 RESEAUX PUBLICS OU PRIVES SITUES DANS LA VOIE RETABLIE

Dans la mesure où des réseaux publics ou privés emprunteraient l'emprise des voies rétablies, y compris dans le cas où ces derniers y sont implantés du fait de déviations ou de rétablissements rendus nécessaires par la présence du projet autoroutier, la Métropole fera son affaire de délivrer une permission de voirie aux propriétaires de ces réseaux.

Toutefois, compte tenu de leur proximité avec le Domaine Public Autoroutier Concédé, la Métropole sollicitera l'avis technique préalable d'ESCOTA.

Il est précisé que les réseaux passant sous les trottoirs des passages supérieurs ou des passages inférieurs sont considérés comme empruntant l'emprise des voies rétablies.

ARTICLE 11 TRAVAUX ET AMENAGEMENTS ULTERIEURS DES VOIES FRANCHISSANT L'AUTOROUTE

A l'exception des travaux relevant de l'entretien courant, la Métropole s'engage à demander l'accord d'ESCOTA préalablement à tous les travaux et aménagements quelle qu'en soit la nature, qu'il devrait exécuter sur ou sous l'ouvrage d'art permettant aux voies rétablies de franchir l'autoroute. Il en sera de même pour les permissions de voirie que la Métropole sera amenée à accorder.

Faute par la Métropole d'avoir respecté cette obligation, celle-ci restera responsable tant vis-à-vis d'ESCOTA que des tiers de tous les dommages pouvant en résulter.

La MÉTROPOLE et ESCOTA s'informent mutuellement de toutes les opérations qu'elles prévoient d'effectuer sur et au voisinage de l'ouvrage et des processus opératoires mis en œuvre, afin de permettre à chacun de prendre éventuellement, en temps utile, les mesures de sécurité réglementaires et de faire connaître les éventuelles prescriptions qui devront être respectées avant, pendant et à l'issue des travaux.

Pour les deux parties, le délai de prévenance est d'un (1) an lorsque ces opérations sont susceptibles d'engendrer des coûts pour l'autre partie et de trois (3) mois dans le cas contraire.

Suite à des travaux, la partie ayant réalisé les travaux fournit à l'autre un dossier de récolement des travaux réalisés.

Si l'intervention revêt un caractère d'urgence chacun peut, après avoir informé l'autre partie et demeuré sans réponse dans un délai de deux mois, intervenir aux frais exclusifs de celle-ci, qui s'engage pour sa part à rembourser intégralement toutes les dépenses engagées.

La MÉTROPOLE s'engage à prévenir ESCOTA, au moins 3 mois à l'avance, avant tout entretien de la chaussée sur un passage supérieur afin qu'ESCOTA puisse valider la nature et le mode opératoire des travaux.

Quel que soit le mode opératoire mis en œuvre en vue de l'entretien des chaussées, la MÉTROPOLE doit veiller à ce qu'aucun corps (gravillons, etc...) ne puisse menacer la sécurité des usagers de l'autoroute.

ESCOTA est gestionnaire des réservations destinées au passage des réseaux dans les trottoirs des ouvrages d'art. Ces occupations temporaires doivent faire l'objet de conventions spécifiques.

La MÉTROPOLE transmet à ESCOTA toute information concernant le passage de réseau dans les ouvrages dont elle aurait connaissance.

ARTICLE 12 DUREE DE LA CONVENTION

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties.

Les engagements de ESCOTA au titre de la Convention courent jusqu'à la fin du Contrat de concession.

La MÉTROPOLE accepte la possibilité de transfert de la Convention au profit de l'Etat ou d'une autre société en cas de fin du Contrat de concession établi entre l'Etat et la société ESCOTA.

De la même manière, ESCOTA accepte la possibilité de transfert de la Convention au profit d'une autre collectivité en cas de transfert de compétence.

ARTICLE 13 LITIGES

Les litiges pouvant résulter de l'application ou de l'exécution de la présente convention seront soumis au Tribunal Administratif de TOULON.

ARTICLE 14 LEGALITE

La présente convention sera exécutoire à la date de sa notification aux parties prenantes. Elle est rédigée en deux exemplaires originaux remis respectivement à la Métropole et à ESCOTA.

Pour la Métropole,

Pour ESCOTA,

Jean-Pierre GIRAN

Salvador NUNEZ



- Profil -



Existant	Projet rétablissement	Projet section courante

2. CARACTERISTIQUES GEOMETRIQUES PRINCIPALES

Date : Janvier 2023	Ind : 800	Ech. : 1/100	Page : VRD-134
---------------------	-----------	--------------	----------------



